

L'Euroscepticisme anglais : entre fantasmes et pragmatisme

**On trouve dans tous les pays
de l'Union européenne des citoyens
réservés, voire hostiles à un mouvement
auquel ils n'adhèrent guère.
Mais l'originalité anglaise tient
à la force d'évocation d'un discours
qui allie dans un mélange
improbable des fantasmes
identitaires enracinés au plus
profond de l'inconscient collectif,
et un pragmatisme qui tranche
avec la vision continentale
du projet européen.**



Le débat sur l'attitude à adopter face à la construction européenne n'a cessé depuis un demi-siècle d'agiter violemment la Grande-Bretagne. L'euroscepticisme y est ancré dans les partis, et relayé par une presse puissante. Frappé de la singularité du phénomène lors d'un séjour d'un an en Angleterre comme ingénieur-élève, Romain Launay s'est attaché à en explorer les racines, analyse dont il fait part ici.

L'euroscepticisme au cœur des partis

Du côté des deux principaux partis politiques, les doutes envers l'Europe n'ont jamais disparu [1]. Reprenons la distinction établie par des universitaires entre « hard eurosceptics » (euros-

ceptiques radicaux), souhaitant quitter l'Europe, et « soft eurosceptics » (eurosceptiques modérés), souhaitant seulement limiter au maximum ses pouvoirs. D'après un sondage mené auprès des parlementaires britanniques en 2002, il y a aujourd'hui un bon quart des premiers au sein du parti Tory. Ajoutés aux seconds, ils représentent même deux tiers des effectifs du parti conservateur. Fait tout aussi remarquable, les eurosceptiques modérés sont loin d'être anecdotiques au Labour. De telles réserves au cœur même de partis de gouvernement distinguent la Grande-Bretagne de ses partenaires, où l'euroscepticisme est essentiellement présent sous sa forme dure, mais cantonné à des formations politiques moins établies, même si elles disposent parfois d'une base électorale conséquente¹.

Il est sans doute aussi pertinent de distinguer les eurosceptiques non pas selon leurs thèses (réduction des pouvoirs de l'Union ou retrait pur et simple de la Grande-Bretagne), mais selon la nature des ressorts de leurs convictions.

Il est intéressant de constater, en particulier dans le cadre d'une explication culturelle de ses motifs, comment le phénomène, jamais démenti, s'est déplacé sans perdre de sa vigueur d'un parti à l'autre. A l'origine, et jusqu'aux années 1980, l'hostilité vient surtout du Labour, ou de l'Old Labour comme on dirait aujourd'hui, qui rechigne à adhérer à « un club de capitalistes », et redoute à l'époque l'harmonisation par le bas du welfare system britannique. Au cours des années 1980, les conservateurs de Margaret Thatcher reprennent le flambeau eurosceptique dans des termes très différents, inquiets des pouvoirs croissants de Bruxelles et prônant une autre approche de l'Europe. Après la période Major, plus ambiguë et marquée par de fortes dissensions internes chez les Tories, l'ère Blair se caractérise aujourd'hui par l'affirmation du pouvoir des eurosceptiques au sein du parti conservateur.

La presse et l'eurobashing

L'euroscepticisme anglais ne serait pas ce qu'il est sans le rôle de la presse, et ses campagnes d'« eurobashing », c'est-à-dire de dénigrement de l'Europe.

Le poids des tabloïds, prompts à s'abandonner à la facilité d'une certaine forme de discours anti-européen, explique la vigueur de ces campagnes. Mais tous les tabloïds ne sont pas hostiles à l'Europe. De plus, la plus grande partie des journaux britanniques ont appelé à voter pour le très europhile Tony Blair lors des dernières élections législatives. Comment expliquer dès lors la prépondérance de la presse eurosceptique dans le paysage actuel (7,7 millions d'exemplaires quotidiens, contre 4,9 millions [3])? L'examen des positions des principaux journaux fait ressortir nettement deux d'entre eux qui, bien qu'ayant soutenu le premier ministre, ne partagent pas ses convictions européennes. Il s'agit du Sun, premier quotidien anglais, et du Times. Nous venons de nommer les deux fers de lance du groupe de télécommunications NewsCorp, possédé par l'homme d'affaires d'origine australienne Rupert Murdoch, dont l'opinion personnelle sur l'Europe est, de notoriété publique, très réservée.

Mais qui sont donc les eurosceptiques ?

A force de disséquer les idiosyncrasies des partis et de la presse anglaise, on en perdrait presque de vue les eurosceptiques eux-mêmes. Qui sont-ils? Forment-ils un groupe homogène, et sinon, comment les regrouper en groupes pertinents?

Les sensibilités partisans ne sont pas, on l'a vu, un critère suffisant. Dans ces conditions, la distinction entre « soft » et « hard », que nous traduisons respectivement par modérés et radicaux, est une première grille d'analyse. Mais il est sans doute aussi pertinent de distinguer les eurosceptiques non pas selon leurs thèses (réduction des pouvoirs de l'Union ou retrait

pur et simple de la Grande-Bretagne), mais selon la nature des ressorts de leurs convictions.

On est alors amené à opposer les « eurosceptiques pragmatiques », constructifs, rationnels et qui ont généralement d'ailleurs de la sympathie pour l'Europe (sinon pour Bruxelles), à ceux que nous proposons d'appeler les « eurosceptiques fantasmagoriques », mus par une hostilité viscérale au projet européen, et qui ont souvent une vision peu flatteuse de l'Europe. Parmi ces derniers, on trouverait d'une part les « Little Englanders » (l'expression existe en anglais), appartenant à des couches sociales plutôt modestes ou à de vieilles familles déchues, privilégiant un repli insulaire et cultivant en même temps une certaine nostalgie de l'Empire, et d'autre part les « Hyperglobalists », appartenant aux couches favorisées, très libéraux dans leur approche de l'économie et empreints d'un fort tropisme anglo-saxon, et en particulier américain.

Pour aborder la composante fantasmagorique, il convient de se replonger dans l'histoire des relations entre le continent et la Grande-Bretagne, revisitée avec un certain regard anglais.

La Grande-Bretagne et l'Europe : un vieux sentiment d'Etrangement

De la Grande Armada de 1688 à la Bataille d'Angleterre de 1940, des « complots » papistes aux armées napoléoniennes, les Anglais ont pris l'habitude de voir dans le continent l'origine de beaucoup de leurs problèmes, et d'opposer, à la modération britannique, l'image d'une Europe turbulente. D'où, dans les cœurs, une sensation d'« étrangement », de distance, accentuée bien entendu par la géographie. De cette histoire, et en particulier de leur résistance héroïque à Hitler, les Britanniques retirent une fierté inspirée par un sentiment de prestige moral étranger à la plupart des autres nations européennes, et que l'on ne retrouve sans doute d'ailleurs qu'aux Etats-Unis².

Perfides Français

Tout ou presque a été écrit sur les relations franco-britanniques, mélange séculaire de désamour et de fascination réciproques. Hasardons-nous à quelques remarques, cependant. Tout d'abord, on aurait tort de mesurer la prégnance de la question française dans la conscience collective anglaise à l'aune de la place de l'Angleterre dans les esprits gaulois.

Pour schématiser, l'Anglais, s'il n'est peut-être pas tout à fait un voisin comme les autres, n'en est pas moins qu'un parmi d'autres³. Le Français a au contraire longtemps été pour les Anglais LE grand voisin, celui qu'on croisait sur son chemin dès que l'on franchissait la Manche. Le continent, l'Etranger, cela commençait par lui, dès Calais. Pendant des siècles, aucun autre pays n'a eu la proximité, ni la puissance, ni l'influence culturelle pour rivaliser avec la France. La vision de la France s'est ainsi

épaissie dans l'imaginaire insulaire de tous les fantasmes liés à l'Étranger en tant que tel.

Certes le temps est révolu où la Révolution française inspirait une sainte horreur à ses contemporains anglais, Burke en tête (cf. ses *Réflexions sur la Révolution en France* (1790), pamphlet lu à l'époque dans toute l'Europe). Certes on ne brandit plus aujourd'hui devant les enfants indisciplinés la menace de l'Ogre Boney, prompt à les dévorer en cas de mauvaise conduite. Mais Napoléon – on l'aura reconnu – n'est pas prêt de devenir populaire en Grande-Bretagne. Si on rappelle ces lieux communs ici, c'est qu'ils restent présents dans les mentalités, et forment encore la trame d'une certaine littérature eurosceptique.

Absents lors de la signature du traité de Rome en 1957, certains Anglais n'ont pu s'empêcher de lire le projet européen comme le fruit d'une réflexion stratégique hexagonale visant à offrir à la France le cadre nécessaire à la réalisation de ses ambitions de « grandeur » (en français dans les textes), via une instrumentalisation de la puissance allemande rendue possible par les circonstances politiques. Qu'iraient faire les Britanniques dans ce jeu ?

La puissance allemande

L'Allemagne est entrée plus tardivement comme objet de fantasmes dans les consciences britanniques, et l'on peut penser qu'elle n'a jamais véritablement détrôné la France en la matière.

La littérature eurosceptique ne manque pas cependant de véhiculer à son encontre des craintes et méfiances qui relèvent de cet ordre. Ainsi en est-il par exemple des références dans certains ouvrages ou sites web eurosceptiques au projet d'Europäische Wirtschaftsgemeinschaft qu'auraient eu les Allemands sous le III^e Reich. Dans le même ordre d'idée, il est étonnant de voir comment John Redwood, député conservateur et Secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie du Shadow Cabinet au moment de la parution de son livre, avance comme argument dans son pamphlet contre l'euro [4] qu'Hitler en son temps voulait lui aussi instaurer une monnaie unique, entièrement adossée au mark. Étonnant à plusieurs titres, et en particulier révélateur de la manière dont les « hyperglobalists », dont l'auteur, ancien banquier d'affaires en finance internationale et fervent admirateur des États-Unis [5], est un représentant typique, flirtent avec les égarements des « Little Englanders ».



La special relationship avec les USA et le monde anglo-saxon

Outre une certaine méfiance de l'Europe, qui les distinguent des pragmatiques, « Little Englanders » et « hyperglobalists » partagent un fort tropisme anglo-saxon, orienté vers le Royaume-Uni et le Commonwealth pour les premiers, et plus particulièrement vers les États-Unis pour les seconds, prompts à mettre en avant la « special relationship » qui relie les deux pays.

Tous les grands exposés eurosceptiques insistent sur l'importance du lien transatlantique, et se plaisent à rappeler que l'Europe ne doit pas ses dernières décennies de paix à Bruxelles, mais à l'OTAN. La population britannique dans son ensemble continue d'ailleurs à voir en Washington l'allié le plus sûr de la Grande-Bretagne, très loin devant les pays européens. D'où la sensibilité eurosceptique à toute évocation d'un monde multipolaire, comprise comme un défi lancé aux Américains.

Plus récemment, le succès de l'économie américaine, comparé à la morosité continentale, est devenu l'un des arguments favoris de ceux qui pensent que le Royaume-Uni n'a pas fait le choix de la bonne équipe dans la compétition de la mondialisation. Un article de la revue *New Statesman* [6] se faisait ainsi l'écho en mars 2000 de velléités de construction d'une union anglo-saxonne, défendue par des personnalités aussi diverses que Conrad Black, le propriétaire canadien du *Daily Telegraph*, John O'Sullivan, un ancien conseiller de Margaret Thatcher, et Lord David Poole, ancien conseiller politique de John Major.

Du centre de l'Empire à la périphérie européenne : l'expérience traumatisante du déclin

« Out of Europe and into the world! » : le slogan des partisans du non au référendum de 1975 en dit long sur l'un des principaux ressorts de l'euroscepticisme anglais. Du centre de l'Empire à la périphérie européenne, l'adhésion à l'Europe est en effet venue, pour de nombreux Britanniques, sanctionner symboliquement un demi-siècle de déclin. Pour la Belgique ou les Pays-Bas, entrer dans l'Europe, c'était à l'époque s'ouvrir sur le monde. Pour l'Allemagne, c'était reconquérir une légitimité sur la scène internationale. Pour la France, c'était un moyen d'acquiescer une masse critique lui permettant d'exercer son influence.

Mais pour le Royaume-Uni, entrer dans l'Europe, c'était en quelque sorte entériner la chute de l'Empire et passer d'une dimension mondiale à une dimension régionale, en abandonnant de surcroît une position centrale pour une situa-

tion périphérique et un rôle de moteur pour un statut de « late-comer » (pièce rapportée). Comment ne pas comprendre que cela n'ait constitué le ferment d'une certaine crise identitaire ?

La peur de la perte de souveraineté

De fait, l'euroscpticisme anglais dans sa composante fantasmagorique cache mal, derrière le dénigrement du continent et la fierté d'être britannique, sa vocation défensive. La thèse développée par J. Redwood dans son livre *The Death of Britain* [7] en est une parfaite illustration : la Grande-Bretagne, après avoir repoussé avec succès pendant des siècles les armées continentales, se serait finalement laissé prendre au piège du droit. Et les Anglais d'une manière générale de frémir devant l'invasion quotidienne de leur droit coutumier et prétorien, à la souplesse rassurante, par une avalanche de directives européennes d'inspiration justinienne, voire napoléonienne (my goodness!), qui ne cachent pas leur ambition de graver dans le marbre des règles régissant les moindres détails de leur vie. L'inflation législative bruxelloise peut déjà avoir quelque chose d'inquiétant vue de France, mais vue d'un pays qui n'a pas de constitution écrite et qui par tradition limite ses textes de loi au strict minimum, ses quelque 80 000 pages sont proprement effrayantes.

L'euroscptique a ainsi l'impression d'être dans la situation du dormeur dans ces cauchemars où le sentiment d'impuissance condamne à une fuite en avant angoissante. Ici aussi, impossible de faire machine arrière. En effet, une figure de technocrate fait alors inmanquablement son apparition, répétant sans cesse ces deux mots, en français dans le texte : « acquis communautaire, acquis communautaire, acquis communautaire... ». Il n'existe pas de traduction anglaise de cette notion, rendue par là même encore plus étrangère et intimidante. Du reste l'euroscptique déteste dans son ensemble ce charabia européen qui sent pour lui le français ou l'allemand mal traduits.

Lorsque la perte de souveraineté heurte de front les sensibilités identitaires

Une anecdote illustre à merveille la sensibilité du terreau euroscptique : l'affaire rocambolesque des « martyrs métriques de Sunderland ». De quoi s'agit-il ? En violation manifeste du droit imprescriptible des citoyens de sa Majesté à compter comme bon leur semble, l'application d'une directive européenne rendit du jour au lendemain (1^{er} janvier 2000) illégal et passible d'une peine de prison de six mois et d'une amende de 2000 livres, le refus par les professionnels d'utiliser le système métrique, cet enfant de la Révolution française et des armées napoléoniennes ! La vague de protestation qui suivit fut de grande ampleur, surtout après la condamnation en première instance puis en appel de cinq commerçants de la petite ville de Sunderland, érigés en « martyrs métriques » par la presse pour avoir voulu conserver les mesures impériales – encore une appellation riche en symboles.

Fantasmes ou pragmatisme ?

Il ne faudrait pas cependant conclure de ce qui précède que les euroscptiques anglais sont tous des « hyperglobalists » ou des « Little Englanders » mus par des craintes irrationnelles. Si le discours euroscptique fantasmagorique est en Grande-Bretagne remarquable par la constance de ses thèmes, une autre particularité britannique est l'existence au cœur même de partis de gouvernement d'une version pragmatique, constructive et non pas défensive, de l'euroscpticisme. Le débat peut-il dès lors basculer sur ce terrain de la raison ?

Il existe un précédent. Le dossier de l'adoption de la monnaie unique a bien été dépassionné par une reformulation habile des termes : la Grande-Bretagne sera prête pour l'euro lorsque les résultats de cinq tests macroéconomiques donneront satisfaction⁴. Une manière, en rendant le problème très technique, de couper l'herbe sous le pied des tabloïds, peu enclins à entrer dans des batailles d'experts. Mais une manière également de replacer le débat là d'où il était peut-être sorti un peu rapidement, à savoir les bureaux des économistes.

La Grande-Bretagne a tout à gagner à instaurer un dialogue constructif et sans tabou entre partisans et adversaires, parfois de qualité, de la construction européenne.

Romain LAUNAY, ingénieur des Mines.

NOTES

1. Ce particularisme britannique disparaît avec l'adhésion des dix nouveaux pays membres (cf. [2]). Mais c'est un autre sujet...
2. Le parallèle entre les visions britannique et américaine de l'Histoire est frappant (sentiment de prestige moral, hésitations entre isolationnisme et interventionnisme), jusque dans ses causes explicatives (la Manche d'un côté, l'Atlantique de l'autre), cf. par exemple H. Kissinger, *Diplomacy*.
3. Certains historiens font remonter le début de la perception des Français d'eux-mêmes comme nation à la Guerre de Cent Ans, en réaction à l'occupation anglaise. L'Anglais, dans l'imaginaire collectif français, a donc très tôt tenu une place particulière.
4. Les cinq conditions énoncées par le chancelier Gordon Brown sont : la convergence de l'économie britannique avec celles de ses partenaires, une flexibilité suffisante du marché du travail, et un effet prévisible positif de l'euro sur, respectivement, l'investissement, le secteur des services financiers, et la croissance et l'emploi.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] D. Baker, A. Gamble, D. Seawright, N. Randall, *Elite Party Based Euroscpticism in the UK: A Case of Fractured Consensus and Asymmetrical Attitudes*, The ECPR Joint Workshops, 2002.
- [2] P. Taggart, A. Szczerbiak, *Crossing Europe: Patterns of Contemporary Party-Base Euroscpticism in EU Member States and the Candidate States of Central and Eastern Europe*, 2001.
- [3] J. Firmstone, "Britain in the euro?" : *British newspaper editorial coverage of the introduction of the euro*, Centre for european political communications, 2003.
- [4] J. Redwood, *Our Currency, Our Country: the dangers of EMU*, Penguin, 1997.
- [5] J. Redwood, *Stars and Strife: The Coming Conflicts between the USA and the European Union*, Palgrave, 2001.
- [6] J. Lloyd, *The Anglosphere Project*, New Statesman, 2000.
- [7] J. Redwood, *The Death of Britain*, MacMillan Press, 1999.

La
Gazette

DE LA SOCIÉTÉ
ET DES TECHNIQUES

La Gazette de la Société et des Techniques a pour ambition de faire connaître des travaux qui peuvent éclairer l'opinion, sans prendre parti dans les débats politiques et sans être l'expression d'un quelconque point de vue officiel. Elle est diffusée par abonnements gratuits. Vous pouvez nous demander des exemplaires supplémentaires ou suggérer des noms de personnes ou institutions que vous estimez bon d'abonner. Vous pouvez consulter tous les numéros sur le web à l'adresse : <http://www.annales.org>

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Dépôt légal juillet 2004

La Gazette de la société et des techniques est éditée par les *Annales des mines*, 20 avenue de Ségur, 75007 Paris - <http://www.annales.org>
Tél : 01 42 79 40 84 - Fax : 01 43 21 56 84
E-mail : mberry@paris.ensmp.fr
N° de commission paritaire : 0305 B 05495
N° ISSN : 1621-2231

Directeur de la publication : Claude Gaillard
Rédacteur en chef : Michel Berry
Conception graphique : Catherine Le Troquier
Illustrations : Véronique Deiss



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE